

LES CRISES NE SONT PAS UNE FATALITÉ.

À chaque fois qu'il y a une crise, ce sont toujours les plus riches qui en profitent le plus. Le contexte de crise sanitaire n'échappe pas à la règle ! Et à chaque fois, les travailleurs, qu'ils soient salariés ou travailleurs indépendants (artisans, auto-entrepreneurs...), paient le prix fort.

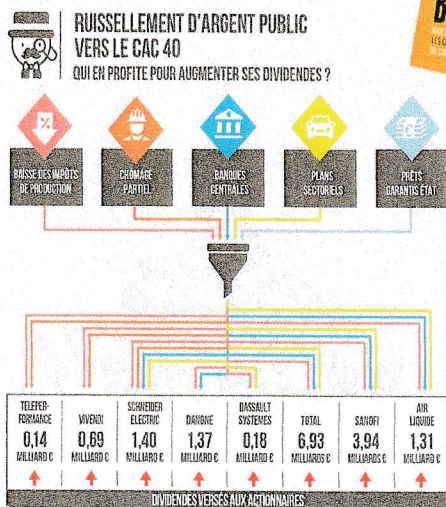
Dans ce contexte de crise sanitaire, c'est donc la double peine pour les travailleurs:

Nous subissons d'une part l'effet des manques de moyens pour garantir la santé de la population. Parce qu'on continue toujours à avoir une vision comptable de la gestion des hôpitaux publics. Celle-ci a conduit à supprimer des postes de soignants et du nombre de lits (- 100 000 lits en 20 ans).

Rappelons que seuls les hôpitaux publics prennent en charge la quasi-totalité des malades graves du Covid 19.

D'autre part, l'effet économique lié aux restrictions imposées par le gouvernement, entraînant des fermetures de petites entreprises, de petits commerces... **Mais surtout**, par la stratégie des grandes multinationales qui profitent de la crise sanitaire, pour licencier et supprimer des milliers d'emplois: Airbus, Renault, Alstom, Sanofi, Auchan, Carrefour, Safran... avec un impact catastrophique chez les salariés des sous-traitants. Une longue liste, incomplète, à laquelle il faut ajouter la papeterie de Bègles, dont le groupe Belge ETEX veut fermer.

Le virus des dividendes



Pour ces grands groupes, c'est la course aux profits, pour verser toujours plus de frics à leurs actionnaires. Mais cela ne suffit pas ! Elles perçoivent de l'argent publics. Sont exonérées de cotisations sociales, payent le moins d'impôts, touchent des financements pour le chômage partiel, des prêts garantis d'état et continuent de verser des dividendes. Malgré les bonnes résolutions du MEDEF qui se répand de « leurs fameux » codes éthiques ! Les patrons ont aussi de l'humour.

Des milliards d'euros pour les grands groupes mais pas pour les hôpitaux et la recherches publiques ! D'où nos retards sur les vaccins et médicaments nécessaires aujourd'hui.

Le groupe Sanofi, N°4 mondiale a bénéficié de milliards d'aides publics, a supprimé la moitié de ses centres de recherches en France et 40% de chercheurs en moins dans le groupe. Il a délocalisé ses entreprises, notamment en Chine, continue de verser 98% de ses bénéfices aux actionnaires et aujourd'hui se trouve incapable de fournir un vaccin contre le Covid !

En 2020, la fortune des milliardaires français a augmenté de 140 milliards d'euros. Soit près du double du budget annuel alloué aux hôpitaux publics de France.

Lorsqu'un gouvernement fait la promotion des « premiers de cordée » au détriment des premiers de corvée, les inégalités sociales se creusent.

Conséquence, le nombre de chômeurs augmente (6 654 700 inscrits à pôle emploi), le nombre de pauvres également (+1 millions en un an)... Bref tout augmente, sauf les salaires !

La question des salaires est primordiale. Vivre dignement de son travail est essentiel pour ne plus être obligé de se serrer la ceinture en permanence. On ne pourra pas relancer l'économie et l'emploi, sans passer par des augmentations de salaires et des pensions de retraites.

Augmenter le pouvoir d'achat des salaires, réduire le temps de travail, augmenter les effectifs dans le secteur de la santé publique, permettraient de créer des emplois, et réduire la pauvreté en France. Diminuer la pauvreté c'est diminuer les risques sanitaires.

Il faut donc répartir les richesses: augmenter les salaires c'est moins de dividendes pour les actionnaires, c'est plus de cotisations pour la sécurité sociale pour financer nos dépenses de santé et les pensions de retraites. Pour la CGT, c'est ça le véritable progrès social !

L'argent ne manque pas en France. Il faut le réorienter.

Mais rien ne pourra se faire sans l'intervention des salariés. Pour y arriver, il faut créer un rapport de force pour :

- une meilleure répartition de richesses. Pour augmenter les salaires et les pensions de retraite. Diminuer l'endettement des familles.
- remettre en cause les dernières Loi travail qui, facilitent les licenciements, ont imposé la mise en place des CSE et diminuer les pouvoirs d'intervention des représentants du personnel.
- Imposer de nouveaux droits pour empêcher les licenciements financiers et les délocalisations. Pour mémoire, il y a une trentaine d'années, tout licenciement collectif d'au moins 10 salariés devait être soumis à l'autorisation de l'inspection du travail.

Force et de constater que les différentes réformes successives du travail n'ont pas été en faveur des travailleurs. Elles n'ont pas fait baisser le chômage.

L'épidémie est malheureusement révélatrice des conditions sociales et sanitaires des travailleurs. Dans ce contexte, et dans l'intérêt général, Il y a urgence pour remettre en cause le système capitaliste. Mais pour être plus forts face aux puissances de l'argent, les salariés doivent être solidaires entre eux et s'organiser syndicalement.

Macron à Versailles aux riches patrons étrangers :
« VENEZ LICENCIER EN FRANCE, C'EST PAS CHER ! »

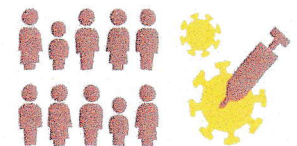
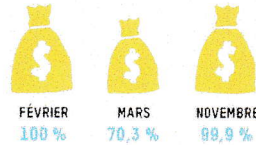
Le président s'engage devant eux à poursuivre les réformes « pro-business » :

- Impôt sur les sociétés, réduction, 25 % l'an prochain.
- Impôts de production de production, - 10 milliards d'euros par an.
- ISF, mort confirmée.

Macron répand le virus des inégalités

Les 1 000 milliardaires les plus fortuné-e-s ont retrouvé le niveau de richesse qui était le leur avant la pandémie en seulement **NEUF MOIS**, alors qu'il faudra **PLUS DE DIX ANS** aux personnes les plus pauvres pour se relever des impacts économiques du coronavirus.

Les richesses **ACCUMULÉES** par les 10 milliardaires les plus riches du monde depuis le début de la crise **SERAIENT ANPLEMENT SUFFISANTES** pour éviter que quiconque sur notre planète ne sombre dans la pauvreté à cause du virus et pour financer le vaccin contre la COVID-19 pour toutes et tous.



Source Oxfam, rapport janvier 20